



CONCESSION DE LA RN1

La RDC s'inspire du Congo

Les cadres de l'Agence des grands travaux de la République démocratique du Congo (RDC) ont effectué une visite d'immersion pour s'imprégner du modèle de concession de la Route nationale n°1 reliant Brazzaville à Pointe-Noire. « En nous inspirant du modèle de concession de La Congolaise des routes au Congo-Brazzaville, la réforme amorcée chez nous permettra de concéder l'exploitation de nos routes nationales à un gestionnaire pour un meilleur suivi de la collecte des recettes de péages et de l'entretien du patrimoine routier », a indiqué Marie-Louise Onema qui a conduit la délégation venue de Kinshasa. [Page 3](#)

Les visiteurs en immersion sur la RN1/Adiac



PAIX

La Russie accueille le forum international sur la sécurité

Le service de presse du Conseil de sécurité international sur la sécurité du 27 au 29 mai à Moscou. Plus de cent cinquante pays vont s'y réunir pour établir une nouvelle architecture de sécurité internationale. [Page 16](#)

BREVET D'ÉTUDES TECHNIQUES

1686 candidats en lice



Cours d'éducation motrice

Les épreuves pratiques du brevet d'études techniques ont débuté hier sur toute l'étendue du territoire national. 1686 candidats répartis dans 53

centres y participent pour obtenir le sésame qui leur donnera le titre d'enseignant du préscolaire. [Page 5](#)

FORMATION EN STATISTIQUE

Les femmes appelées à postuler

La campagne de sensibilisation au concours d'entrée au Centre national de formation en statistique, démographie et planification a été lancée hier à Brazzaville. Le ministre du Plan, de la Sta-

tistique et de l'Intégration régionale, Ludovic Ngatsé, a appelé les femmes à postuler massivement. Le dépôt de candidatures est fixé du 17 août au 18 septembre 2025. [Page 5](#)

Éditorial

Éviter le piège

ÉDITORIAL

Éviter le piège

Le paiement des transferts monétaires conditionnels aux ménages vulnérables a été lancé, le 19 mai, à Brazzaville dans le cadre du Programme national des filets sociaux. L'opération, qui vise à soulager les familles pauvres dans la prise en charge des problèmes éducatifs et sanitaires de leurs enfants, va s'étendre dans d'autres départements du Congo.

Sans nul doute, des arnaqueurs vont tenter de s'engouffrer dans la brèche en transférant de faux messages aux éventuels bénéficiaires pour se faire les poches. Paradoxalement, les personnes qui se laissent souvent prendre au piège, moyennant de l'argent dans l'espoir d'en avoir plus en retour, ne remplissent pas les critères requis.

En réalité, ne reçoivent des messages du programme qui effectue ces transferts monétaires conditionnels que des ménages préalablement enregistrés par les services sociaux et qui remplissent les critères de vulnérabilité ou de pauvreté. Et, c'est sans contrepartie. Celui qui n'a pas fait l'objet d'une enquête sociale ne devrait donc pas s'attendre à recevoir un message.

La population est appelée à faire preuve de vigilance pour éviter le piège. Les pouvoirs publics, quant à eux, devraient établir des mécanismes de sorte qu'une fois dénoncés, ces arnaqueurs soient mis hors d'état de nuire dans le cadre d'une lutte contre toutes formes d'escroquerie digitalisée.

Les Dépêches de Brazzaville

RENCONTRE CITOYENNE

Les échanges axés sur les valeurs républicaines

En prélude à la visite d'État du président Denis Sassou N'Guesso en France à la fin du mois de mai, le conseiller politique au cabinet du chef de l'État, Rodrigue Malanda-Samba, a échangé avec ses compatriotes sur invitation, durant plus de deux heures, autour des questions du vivre-ensemble, ici en France et là-bas au Congo, dans son pays d'origine.

Dimanche 18 mai, dans une ambiance conviviale et patriotique, les échanges en appui des valeurs républicaines ont porté sur les questions à la fois politiques, sociales et économiques. Pour ce moment d'écoute et de partage, sous les étiquettes de député, de conseiller politique au cabinet du chef de l'État, de président du conseil d'administration du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (Figa) et d'ancien membre de la diaspora, Rodrigue Malanda-Samba a permis à ses compatriotes d'évoquer les sujets relatifs au sens du droit et au devoir citoyen.

Rodrigue Malanda-Samba s'est prêté à cet exercice de questions-réponses avec celles et ceux qu'il considère comme constituant la vitrine de la République du Congo à l'étranger et ayant leurs cœurs chevillés à leur pays d'origine. Parmi les sujets évoqués, celui des difficultés de l'obtention du passeport ; les violences résiduelles des combattants ; du transit / droits de douane ; du statut de Frédéric Bintsamou, alias Pasteur Ntouni ; la situation dans le département du Pool ; l'accompagnement et la garantie apportée par le Figa aux projets initiés par les Congolais de l'étranger.

En ce qui concerne la situation dans le département du Pool, il a rappelé qu'il a été associé aux pourparlers de l'accord de 2017. Et d'affirmer que c'est un département apaisé où les citoyens vaquent à leurs occupations en toute quiétude. C'est dans cet objectif que, le 15 mai dernier, le mi-



Rodrigue Malanda-Samba

nistre d'État, directeur de cabinet du chef de l'État et président de la commission nationale de Démobilisation et Réinsertion des ex-combattants, Florent Ntsiba, a officiellement lancé à Kinkala, chef-lieu du département du Pool, le Programme de démobilisation, désarmement et réintégration des ex-combattants (PDDR), en présence des partenaires bilatéraux et multilatéraux. Dans le cadre de la paix durable, Rodrigue Samba-Malanda a estimé que c'est une des preuves dédiées à la consolidation des acquis de la cohésion sociale et de la paix dans le département du Pool ainsi que dans l'ensemble du pays. Le Programme DDR intègre le projet Tatoungueno soutenu par le Figa et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), dans le cadre de la

mise en œuvre de l'approche intégrée de l'accord du désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants, signé en 2017 entre le Pnud et le gouvernement congolais.

À propos du Figa, le président du conseil d'administration a expliqué que, contrairement à ce que le Congolais lambda pensait hier sur cette structure, aujourd'hui, l'image de cet établissement public à caractère industriel et commercial s'est améliorée à travers les bons résultats de ses audits du moment. De l'avis des participants, cette rencontre a été un moment de bonne convivialité patriotique nécessaire à l'aspiration de constituer une société entre Congolais où s'efface la tribu au détriment d'une vraie nation unie et indivisible.

Marie Alfred Ngoma

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfried Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

GESTION DE LA RN1

Une délégation de la RDC en visite d'immersion dans la concession

Le modèle de concession de la Route nationale (RN1), reliant Brazzaville à Pointe-Noire, inspire les pays de la sous-région en matière de planification, de financement et de maintenance des infrastructures routières. Dans le cadre d'un partage d'expériences, des cadres de l'Agence des grands travaux de la République démocratique du Congo (RDC) ont effectué, les 16 et 17 mai, une visite d'immersion sur la RN1, gérée par la société concessionnaire La Congolaise des routes (LCR).

La RN1 constitue un axe stratégique pour le développement économique et social de la République du Congo, concentrant près de 60 % de la population nationale. Longue de 535 km de Brazzaville à Pointe-Noire, cette route comprend 36 ponts, 837 dalots, 7 postes de péage et de pesage en service, des glissières, ainsi que des talus pour éviter les écroulements de terre sur la chaussée. Avec comme actionnaires le groupe CSCEC (actionnaire majoritaire), EGIS et l'État congolais, le concessionnaire LCR assure la maintenance et la protection de la route depuis 2019, sous la surveillance de la Direction générale des grands travaux. « Cette concession est l'émanation d'une vision d'interconnecter les deux principales villes du pays. C'est un rêve des Congolais qui est devenu réalité. Ce rêve a nécessité un investissement de 1300 milliards F CFA, avec une maintenance sur le long terme », a souligné le directeur général adjoint de LCR, Jacques Almaless.

La visite de terrain a, en effet, permis aux dix membres de la délégation de la RDC d'appréhender le modèle de concession en place et d'observer les opérations sur le terrain. Après une réunion de travail avec l'équipe LCR la veille, la délégation a parcouru environ 250 km le long de la RN1, visitant



les gares de péage et de pesage de Lifoula, Yié, Ngamandzambala et Kiéni. Comme le reste de l'équipe, la cheffe de la Division de gestion des cellules chargées du suivi et du contrôle des recettes des concessions (DGCRC), Marie-Louise Onema, a apprécié la qualité de la chaussée, la fluidité dans les gares de péage, la mobilité des équipes d'entretien et le dispositif de sécurité routière. « La RN1 est très bien entretenue. Tout est propre. Félicitations au concessionnaire LCR ! », a lancé Marie-Louise Onema.

Ces visiteurs ont emporté avec eux des idées novatrices sur la gestion des infrastructures routières, qu'ils espèrent appli-

quer pour améliorer le réseau routier de leur pays. « Nous n'avons pas de pouvoir décisionnel, mais nous allons rendre compte à nos autorités. En nous inspirant du modèle de concession LCR au Congo-Brazzaville, la réforme amorcée chez nous permettra de concéder l'exploitation de nos routes nationales à un gestionnaire, pour un meilleur suivi de la collecte des recettes de péages et de l'entretien du patrimoine routier », a indiqué Marie-Louise Onema.

En tant que société concessionnaire de la RN1, LCR a mis en place une approche proactive en matière de maintenance rou-

tière. Grâce à des inspections régulières et à des systèmes de gestion des données, elle identifie précocement les problèmes susceptibles de nuire à la qualité de la route. Cela permet non seulement d'éviter des coûts de réparation élevés, mais aussi d'assurer la sécurité des usagers. « Notre approche à long terme nécessite une transparence en termes de gestion et de contrôle. L'État, coactionnaire de LCR, participe et prend des décisions en temps réel. De l'extérieur, nous avons un organe de surveillance et de contrôle qui joue son rôle de supervision. Enfin, nous apportons une expertise réelle et sérieuse,

Les visiteurs en immersion sur la RN1/Adiac comme l'a démontré la phase de construction de la RN1 », a indiqué Jacques Almaless.

L'une des clés du succès de cette concession de LCR réside dans l'implication des acteurs locaux, notamment des syndicats de transporteurs. Selon le président de l'intersyndicale des transporteurs en commun du Congo, Patrick Milandou, les usagers n'éprouvent aucune difficulté à circuler sur la RN1. Cette approche participative est inspirante au-delà des frontières, a estimé pour sa part André Tshikoji Tchinkenk, le représentant de l'intersyndicale professionnelle du transport routier de la RDC.

Fiacre Kombo

COOPÉRATION FINANCIÈRE

Deux vice-présidents du groupe de la Banque mondiale en mission à Brazzaville

Arrivés ce 19 mai dans la capitale congolaise, Ousmane Diagana et Ethiopis Tafara, respectivement vice-président de la Banque mondiale (BM) pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, et vice-président de la Société financière internationale (IFC) pour l'Afrique, devraient redynamiser le partenariat stratégique avec le Congo.

Les émissaires du groupe de la BM ont assisté le 20 mai à l'inauguration officielle du bureau de l'institution de Bretton Woods. Cet événement, qui se déroulera en présence du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, sera également l'occasion de lancer la première exposition permanente intitulée « Mboté Congo : art & développement », destinée à promouvoir la création artistique congolaise. L'initiative s'inscrit dans un cadre plus large de soutien aux arts et à la culture, essentiels au développement économique du pays.

Les vice-présidents ne s'arrêteront pas là. Le lendemain, le 21 mai, ils participeront à une rencontre des ministres des Finances de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale, suivie d'un échange avec 150 diri-

geants régionaux de la banque. En parallèle à ces activités, Ousmane Diagana et Ethiopis Tafara auront des discussions cruciales avec des dirigeants congolais, dont le Premier ministre et le chef de l'État. Ces échanges viseront à aborder

les priorités stratégiques du pays, la situation actuelle du portefeuille de la banque, et les enjeux du dialogue public-privé concernant les secteurs à fort potentiel de croissance. Retenons que la BM est l'un des principaux partenaires au développement du Congo, avec douze projets actifs, totalisant 861,90 millions de dollars, soit environ 500 milliards FCFA. Ces projets concernent les secteurs tels que la santé, l'éducation, la protection sociale, l'environnement, le numérique, l'agriculture, le transport...

La Banque mondiale est l'un des principaux partenaires au développement du Congo, avec douze projets actifs, totalisant 861,90 millions de dollars, soit environ 500 milliards FCFA.

F.K.



Musée
du Bassin du Congo

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

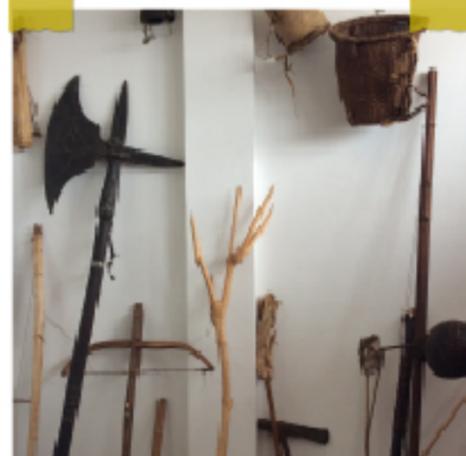
L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

CONCOURS D'ENTRÉE AU CNFSDP

Les femmes appelées à postuler

Le ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ludovic Ngatsé, a procédé le 20 mai à Brazzaville au lancement de la campagne de sensibilisation au concours d'entrée au Centre national de formation en statistique, démographie et planification (CNFSDP), session 2025.

Cette campagne a pour objectif principal d'accroître la visibilité du Centre afin d'attirer un plus grand nombre de candidats avec des profils adéquats, issus de l'ensemble des départements du pays et de renforcer son positionnement face aux autres établissements d'enseignement supérieur. Elle vise également à améliorer la notoriété du CNFSDP auprès du grand public, des élèves, des étudiants et professionnels, à encourager les candidatures féminines et à améliorer la diversité géographique des candidats puis à mettre en avant les opportunités académiques et professionnelles

offertes par le centre. Sont concernés par ce concours les candidats âgés de 22 ans au plus, détenteurs d'un baccalauréat des séries C, D, E et F ou équivalent. La date de dépôt des candidatures est fixée du 17 août au 18 septembre prochain.

Les techniciens supérieurs de la statistique et de la planification seront formés en deux ans et les licenciés professionnels en trois ans, avec des spécialisations telles que l'analyse des statistiques économiques et financières et la planification stratégique et gestion des projets. « Des formations qualifiantes continues viendront

compléter cette offre pour les professionnels souhaitant se perfectionner ou se reconvertir », a indiqué le directeur général de cet établissement public, Johs Stephen Yoka Ikombo, relevant : « Notre vision est de devenir un centre de références en Afrique centrale en matière de formation professionnelle dans les domaines de la statistique, la démographie et la planification. » Et de poursuivre : « Pour atteindre ces objectifs, plusieurs activités sont programmées, notamment des interventions dans les lycées en vue d'échanger avec les élèves et les équipes pédagogiques ».

Président l'atelier de lancement, le ministre du Plan et de la Statistique a indiqué que dans un monde où la donnée est devenue une source de plus en plus importante, le CNFSDP est appelé à devenir l'école de référence au Congo, élargi sur les standards régionaux et internationaux, notamment du Cames et de l'Agence universitaire de la Francophonie. Cette initiative bénéficie de l'appui financier du projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest et du centre financé par la Banque mondiale.

Lopelle Mboussa Gassia

BREVET D'ÉTUDES TECHNIQUES/ PRÉSCOLAIRE

1 686 candidats en lice

Les candidats au Brevet d'études techniques (BET) session de juin 2025, pour le cycle préscolaire, ont débuté, le 20 mai, les épreuves pratiques de classe sur l'ensemble du territoire national.

Au total, 1 686 candidats sont inscrits à cet examen, répartis dans 53 centres. Brazzaville compte 789 postulants divisés dans quatorze centres. Le diplôme leur permettra de devenir enseignant du cycle maternel.

D'après le calendrier, l'examen se déroule du 20 au 23 mai. Les candidats, devant les examinateurs, planchent sur l'éducation motrice et la présentation du cours. A Brazzaville, le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Mamadou Kanté, et sa délégation ont effectué la visite de quelques centres sous une pluie battante. Du centre d'examen Moukoundzi-Ngouaka en passant par le Camps de la Mi-



Cours d'éducation motrice/Adiac

lice à Mougali, le constat a montré qu'il n'y a que des femmes qui passent cet examen.

Dans la salle, l'examinatrice Karin Mavoungou Ngouaka a indiqué que son

candidat a planché sur la pré-écriture avec la présentation du cours. De son côté, elle évalue sa voix pédagogique, la tenue de travail (la blouse), la capacité de tenir une salle et bien

d'autres éléments.

Au terme de la visite, le directeur des examens et concours, Armand Rock Bokangué, a rappelé que le cycle préscolaire est non seulement réservé aux

femmes, mais aussi aux hommes. Selon lui, la présence massive de la gent féminine se justifie peut-être par leur instinct maternel.

Lydie Gisèle Oka

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

VISITEZ LE
MUSÉE-GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

Expositions
et projections :

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

ANGOLA-MOZAMBIQUE

Signature des accords importants pour approfondir les relations

Le président mozambicain, Daniel Chapo, a conclu vendredi sa visite de travail en Angola, soulignant le besoin urgent de renforcer et d'approfondir les relations économiques entre les deux pays.

Lors d'une conférence de presse à Luanda, la capitale angolaise, Daniel Chapo a salué les relations politiques et diplomatiques entre le Mozambique et l'Angola, qu'il a qualifiées d'excellentes et d'un niveau extraordinaire. Il a également annoncé la signature de cinq instruments juridiques concernant la coopération dans des secteurs clés tels que les transports, l'action sociale, le tourisme et la culture.

L'un concerne les services aériens entre les deux pays et vise à faciliter le déplacement ainsi qu'à rapprocher les deux peuples, tandis qu'un autre porte sur le transport maritime, les ports et les activités connexes, et vise à promouvoir la coopération dans les domaines de l'hydrographie, de la signalisation maritime et de la formation professionnelle.

Un protocole d'accord sur l'action sociale et l'égalité des sexes a été signé au cours de la visite. Il a pour but de renforcer les politiques publiques et d'échanger des expériences au profit des familles, des enfants, des personnes handicapées et des travailleurs sociaux. Un autre a été signé entre les instituts de tourisme de l'Angola et du Mozambique, afin de renforcer la coopération institutionnelle et d'explorer des possibilités communes dans le secteur du tourisme. Dans le domaine culturel, les deux pays ont signé un programme exécutif de coopération pour la période 2025-2028, visant à stimuler les échanges artistiques et culturels tout en reconnaissant la culture comme un fondement de leur identité commune.

AFFRONTEMENTS DANS LA CAPITALE LIBYENNE

Le chef de la Commission de l'UA se dit «profondément préoccupé»

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, a exprimé sa «profonde préoccupation» concernant les récents affrontements armés meurtriers à Tripoli, capitale de la Libye.

Dans une déclaration publiée samedi en fin de journée, le chef de la Commission de l'UA a déploré les pertes en vies humaines et les dégâts matériels dans les affrontements armés, et a souligné l'importance d'une démilitarisation de Tripoli. Se félicitant du récent cessez-le-feu et du retour à un calme prudent, il a exhorté toutes les parties à s'abstenir de toute action ou déclaration susceptible de déstabiliser davantage la situation sécuritaire fragile.

Mahamoud Youssouf a également réitéré le soutien de l'UA aux efforts visant à rétablir l'ordre civil et à faire respecter les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'expression, conformément au droit international. Il a appelé à la responsabilité nationale et à l'engagement dans un processus politique global pour mettre fin à la phase transitoire prolongée de la Libye et parvenir à une paix et un développement durables. Le président a réaffirmé le soutien ferme de l'UA à la Libye et a exhorté toutes les parties prenantes à s'engager en faveur de la charte de réconciliation nationale signée à Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie, en février. Jeudi dernier, le gouvernement d'union nationale basé à Tripoli a déclaré que la situation sécuritaire dans la capitale était redevenue stable, après deux jours d'affrontements violents entre factions rivales qui ont fait au moins six morts.

Xinhua

MAURITANIE

15 ans de prison pour l'ex-président Abdel Aziz

L'ancien président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz (2008-2019), a été condamné en appel à 15 ans de prison ferme pour malversation financière.

Initialement condamné à 5 ans de prison en première instance, l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz a vu sa peine alourdie en appel à 15 ans de prison ferme. Cette condamnation intervient après un procès qui a duré six mois, au cours duquel l'ancien président devait justifier la nature de sa richesse, en réponse aux accusations portées contre lui pour enrichissement illicite, trafic d'influence et blanchiment d'argent. La Cour d'appel de Nouakchott a reconnu la culpabilité de Mohamed Ould Abdel Aziz dans plusieurs des accusations portées contre lui. En plus de l'enrichissement illicite mentionné en première instance, les charges de blanchiment d'argent ont été retenues, ce qui a conduit à une peine plus sévère. Le tribunal a procédé à la saisie de tous ses biens et sa déchéance de tous ses droits civiques.

Pour sa défense, l'ancien président, qui continue de clamer son innocence, a considéré ce procès comme un complot politique visant à le discréditer. Ses avocats ont dénoncé cette condamnation injuste et promettent d'obtenir un nouvel examen en cassation afin de démontrer l'irrégularité



Mohamed Ould Abdel Aziz/DR

de ce verdict. Selon eux, la loi sur le « blanchiment d'argent » n'était pas en vigueur au moment du procès et ne pouvait donc pas s'appliquer.

Les avocats de la partie civile ont justifié par contre applicable la loi sur le « blanchiment d'argent », depuis l'approbation de la Mauritanie aux conventions internationales. Pour la partie adverse, cette décision marque un tournant important, interpellant

la responsabilité des dirigeants dans la gestion des biens publics. Elle est vue comme un signal fort contre la corruption, dans une Afrique où ce fléau continue d'impacter négativement sur le développement des pays. Elle constitue un précédent important pour le continent qui peine encore à condamner les dirigeants pour malversation.

Jean Pascal Mongo-Styhm
(Stagiaire)

GABON

Ali Bongo et sa famille s'exilent en Angola

L'ancien président du Gabon Ali Bongo Ondimba, en résidence surveillée depuis le coup d'État d'août 2023, est arrivé le 16 mai en Angola avec son épouse et son fils, a annoncé la présidence angolaise dans un communiqué.

C'est par un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux que la présidence angolaise a officialisé l'information. « À la suite des initiatives du président de la République d'Angola, président en exercice de l'Union africaine, João Lourenço, auprès du président Brice Clotaire Oligui Nguema, du Gabon, la famille Bongo a été libérée et vient d'arriver en Angola », indique le texte.

La nouvelle est tombée quelques jours après la sortie de prison de l'ex-première dame, Sylvia Bongo, et son fils, Nouredin. Ils étaient détenus depuis leur arrestation en 2023 dans le cadre d'une enquête pour blanchiment d'argent et détournement de fonds publics.

L'ex-président Ali Bongo avait été placé en détention surveillée depuis sa déchéance en août 2023 à la suite du « coup de la libération » organisé par le nouveau président démocratiquement élu, Brice Clotaire Oligui Nguema.

Yvette Reine Boro Nzaba et J.P.M.-S.

ENERGIE

Répondre aux défis de l'électrification en Afrique

Réunis à Dar es Salam, en Tanzanie, trente chefs d'État africains se sont engagés à raccorder 300 millions d'Africains à l'électricité d'ici à la fin de la décennie. Ils ont donné naissance à la « Mission 300 », dotée d'un soutien financier de plus de 50 milliards de dollars.

Si l'accès à l'énergie est un droit fondamental qui figure parmi les dix-sept objectifs de développement durable, 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité. Pire encore, 1,2 milliard de citoyens du continent ne disposent pas de solution de cuisson propre, une menace pour leur santé et pour l'environnement. L'Afrique est un grand paradoxe : alors que le continent dispose de ressources énergétiques et naturelles exceptionnelles (riches sous-sols, fort taux d'ensoleillement, importantes réserves d'eau, etc.), il souffre d'un déficit de production patent. La comparaison avec la Chine, qui a peu ou prou le même nombre d'habitants, est vertigineuse. Ces cinq dernières années, l'Afrique a mis en service moins de 5% de ce que la Chine a mis en service en une année en termes de capacité de production. Si des pays comme le Maroc ou le Kenya font déjà figure d'exemples, le reste du continent doit combler son retard. Mais les ambitions ne manquent pas. En effet, nombre de pays africains se sont récemment dotés de stratégies d'électrification ambitieuses pour pallier ce déficit chronique de production, et donc d'accès à l'électricité des populations. A Dar es Salam, douze pays comme le Tchad, la République démocratique du Congo, le Nigeria ou la Zambie



la Zambie présentait leur « pacte énergétique national », avec des objectifs concrets à l'horizon 2025 ou 2030/DR

présentaient leur « pacte énergétique national », avec des objectifs concrets à l'horizon 2025 ou 2030.

Miser sur le renouvelable et d'autres sources

L'Afrique est plurielle et il n'existe pas de recette miracle. Celle-ci comprendrait tout ou partie du développement des énergies renouvelables. Si le continent exploite déjà bien son potentiel hydraulique, notamment en Éthiopie, il possède un potentiel en matière de production électrique photovoltaïque exceptionnel. Aujourd'hui, l'hydraulique représente 60% de la production électrique renouvelable du continent, contre 21% pour le solaire. Le potentiel de développement de ce dernier

devrait permettre d'augmenter nettement la part du renouvelable dans son mix énergétique global. L'installation de nouvelles unités de production renouvelable doit s'accompagner d'investissements dans des réseaux de transport et de distribution souvent vieillissants. De tels investissements permettent de densifier le réseau, mais aussi de limiter les pertes occasionnées par la vétusté de celui-ci. En plus de pénaliser les ménages, le manque de fiabilité des réseaux électriques représente un véritable manque à gagner pour les économies du continent. En parallèle, les pays africains doivent poursuivre leurs efforts pour interconnecter leurs réseaux et créer des pôles régionaux.

Vient ensuite le développement des solutions hors réseau. Enfin, les modes de production thermiques doivent être amortis tant que leur état le permet afin de maintenir une production stable.

La région Ouest-africaine : un cas d'école

L'Afrique de l'Ouest présente des enjeux énergétiques majeurs. La région accueille 30% de la population du continent, représente 20% de son produit intérieur brut, mais ne dispose que de 12% de la capacité de production installée. En outre, le taux d'accès à l'électricité, enjeu majeur de développement, n'est que de 42%. Mais ce contexte difficile représente une opportunité majeure et

de nombreux pays l'ont compris. C'est le cas du Bénin, qui s'efforce de suivre la recette du succès susmentionnée, en s'appuyant sur la mobilisation des bailleurs internationaux et du secteur privé. Puis la Côte d'Ivoire, qui s'est dotée d'un « Pacte national énergie ». Elle se fixe plusieurs objectifs d'ici à 2030 comme l'électrification universelle, un accès à la cuisson propre pour 50% des ménages, ou encore 45% d'énergies renouvelables dans le mix électrique. Ces deux pays ont intégré le réseau Ouest-africain, soutenu par la Banque mondiale, qui a déjà permis la mise en service de 4000 km de ligne de transport reliant des pays comme le Bénin, le Burkina Faso, le Niger et le Nigeria. Le volontarisme des pays africains qui dessinent des stratégies structurées et ambitieuses mobilise l'aide publique internationale et va parfois jusqu'à libéraliser leur marché de l'électricité, prouvant que l'Afrique n'est pas condamnée au sous-développement. Mieux encore, le continent, qui regorge de terres rares, composantes indispensables des technologies de production d'électricité renouvelable, pourrait faire émerger des filières de production locale autour de partenariats public-privé. L'Afrique, le champion de l'énergie renouvelable de demain ?

Noël Ndong

ETHIOPIAN TECH EXPO 2025

Une initiative pour accélérer le développement technologique

L'Éthiopie a fait un grand pas en avant dans la construction d'un écosystème numérique relativement robuste, sécurisé et inclusif, avec des solutions axées sur l'intelligence artificielle (IA) qui transforment les systèmes de paiement à travers le pays, a déclaré le président éthiopien, Taye Atske Sélassié.

Taye Atske Sélassié a fait ces remarques lors de la cérémonie d'ouverture de l'Ethiopian Tech Expo 2025, vendredi à Addis Abeba, la capitale de l'Éthiopie, qui a réuni des dirigeants mondiaux du secteur, des innovateurs, des décideurs politiques et des investisseurs. Le président a indiqué que l'Éthiopie accélère son écosystème d'IA pour aider à relever les défis locaux et à renforcer les initiatives telles que les outils agricoles assistés par l'IA et les dispositifs de diagnostic pour

soutenir la sécurité alimentaire et améliorer les services médicaux. Les systèmes de paiement numérique tels que TeleBirr ont nettement amélioré l'accès aux services financiers, en particulier dans les zones rurales, renforçant l'inclusion financière et une participation économique plus large, a-t-il poursuivi. Reconnaisant les résultats encourageants de la transformation numérique de l'Éthiopie, le chef de l'État a souligné que le gouvernement intensifie les programmes de

cybersécurité afin de former des experts nationaux et de préparer une nouvelle génération de défenseurs du monde numérique. Taye Atske Sélassié a également affirmé que l'Éthiopie est déterminée à jouer un rôle significatif dans le progrès technologique de l'Afrique, compte tenu de sa situation stratégique, de sa jeune main-d'œuvre et de son infrastructure numérique en pleine expansion. Dans le cadre de la stratégie Digital Ethiopia 2025, le gouvernement éthiopien a donné la

priorité à l'acquisition par les jeunes de compétences de pointe en matière de codage, d'IA, de cybersécurité et de science des données. L'exposition de trois jours qui s'est déroulée jusqu'à dimanche a présenté une transformation de l'Éthiopie axée sur la technologie et a mis en évidence les avancées en matière d'IA, de cybersécurité, de développement de villes intelligentes et d'innovation technologique, entre autres.

Xinhua

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La BEAC met en circulation une nouvelle gamme de pièces de monnaie « Type 2024 »

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) annonce la mise en circulation, à partir du 2 avril 2025, de sa nouvelle gamme de pièces de monnaie "Type 2024" dans les pays membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Cette initiative s'inscrit dans la continuité de la modernisation des moyens de paiement en espèce amorcée le 15 décembre 2022 avec l'introduction de la nouvelle gamme de billets "Type 2020".

La gamme "Type 2024" se compose de neuf (9) dénominations : 1FCFA, 2FCFA, 5FCFA, 10FCFA, 25FCFA, 50 FCFA, 100 FCFA, 200FCFA et 500 FCFA. Elle allie sécurité renforcée, durabilité environnementale et design distinctif. Les pièces

sont fabriquées à partir de métaux résistants et respectueux de l'environnement, et arborent des gravures spécifiques illustrant l'intégration sous-régionale et l'émergence des Etats de la CEMAC. Une attention particulière est portée aux thèmes de l'éducation, de la place de la femme dans la société, de l'agriculture moderne et de la protection de la faune et de la flore.

A titre d'innovation, cette nouvelle gamme se caractérise par l'introduction d'une dénomination de 200 FCFA qui prend en compte les besoins évolutifs des consommateurs en offrant une plus grande flexibilité dans les transactions en espèces. En outre, elle se distingue des gammes précédentes par la création d'un for-

mat spécifique avec des pans pour les pièces de 50 FCFA et de 100 FCFA, qui renforcent leur sécurité contre les usages illicites et facilitent leur identification par rapport aux anciennes gammes.

La BEAC précise que les pièces de la gamme "Type 2024" circuleront conjointement avec les pièces des anciennes gammes actuellement en circulation. Elle invite les populations de la CEMAC à adopter ces nouvelles pièces et à en faire un usage approprié, afin de fluidifier les transactions fiduciaires.

Le Gouverneur,

Yvon SANA BANGUI





In cooperation with **UNICONGO**
Union Patronale et Interprofessionnelle du Congo
ÉCOUTER - PARTAGER - AGIR

Business Forum Italy - Congo 2025



Brazzaville

26 - 27 May 2025



Du 26 au 27 mai 2025, le Business Forum Italie-Congo se tiendra à Brazzaville, aux Tours Jumelles, un événement de promotion et de partenariat économique créé en collaboration entre l'Ambassade d'Italie en République du Congo et le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat.

Le 26 mai, le programme du Forum comprend une session plénière institutionnelle de haut niveau, des présentations d'opportunités et de potentialités d'investissement en Italie et en République du Congo, quatre sessions thématiques au cours desquelles se rencontreront des entreprises, des institutions et des associations professionnelles, des rencontres B2B et B2G et des visites ciblées, qui se poursuivront aussi le 27 mai. L'événement sera l'occasion de présenter les technologies et les productions italiennes et congolaises ainsi que des rencontres institutionnelles et bilatérales, représentant ainsi une opportunité d'une importance absolue pour renforcer et rendre la coopération italienne et congolaise encore plus dynamique, dans le cadre de la relance complète des relations à tous les niveaux dans le cadre du Plan Mattei.

Pour d'autres informations, veuillez consulter le site www.businessforum.acpce.cg



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



MARCHÉ ÉTHIOPIEN

Un constructeur automobile chinois introduit ses véhicules électriques

Le constructeur automobile chinois Guangzhou Automobile Group Co., Ltd (Groupe GAC) a introduit, le 17 mai, AION Y et ES9, deux de ses modèles de véhicules électriques (VE) sur le marché éthiopien, marquant ainsi l'entrée de cette marque automobile chinoise dans le pays d'Afrique de l'Est.

Au cours d'un événement dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, Zeleke Temesgen, commissaire de la Commission éthiopienne d'investissement, a déclaré que le gouvernement avait pris des mesures audacieuses pour encourager l'adoption de VE afin d'accélérer la transition du pays vers la mobilité électrique. «Le gouvernement éthiopien a déjà interdit la production, l'importation et l'assemblage de voitures à essence, donc l'Ethiopie sera un marché idéal pour les entreprises honorables telles que le Groupe GAC», a affirmé Zeleke Temesgen.

Saluant l'engagement du Groupe GAC à lancer sa marque de VE en Ethiopie, le commissaire a appelé le constructeur à installer une usine pour profiter d'investissements favorables et de grandes opportunités de marché, et ainsi accélérer la mobilité verte de l'Ethiopie. Bareo Hassen, ministre d'Etat éthiopien aux Transports et à la Logistique, a souligné que le gouvernement aspirait à obtenir une mobilité verte «dans



les plus brefs délais» avec l'objectif de conserver les ressources énergétiques et de soutenir l'économie nationale. Dans le cadre de la promotion par le gouvernement d'une transition vers la mobilité électrique, plus de 100 000 VE circulent actuellement

sur les routes éthiopiennes, alors que le pays souhaiterait en avoir 500 000 dans les dix prochaines années pour remplacer la majorité des voitures roulant aux énergies fossiles. L'Ethiopie travaille au développement de la production de VE et à l'installation de bornes de recharge publiques, et propose diverses formes de soutien et d'avantages aux investisseurs privés, comme des terrains gratuits ou loués pour les investisseurs dans les services après-vente de VE, selon le ministère des Transports et de la Logistique.

Wei Haigang, président de GAC International, a fait savoir que l'entreprise, à travers le Groupe Huajian partenaire, vendra des VE, installera des infrastructures de recharge et lancera des opérations locales d'assemblage en Ethiopie. Notant le haut potentiel de l'Ethiopie pour le marché des VE, M. Wei a assuré que le Groupe GAC s'engagerait dans la production de VE à l'avenir pour exploiter ce gros marché et soutenir la transition du pays vers la mobilité électrique.

«Le gouvernement éthiopien a déjà interdit la production, l'importation et l'assemblage de voitures à essence, donc l'Ethiopie sera un marché idéal pour les entreprises honorables telles que le Groupe GAC»

NAMIBIE

5 921 nouveaux cas de paludisme et huit décès enregistrés en une semaine

La Namibie a enregistré 5 921 nouveaux cas de paludisme et huit décès entre le 5 et le 11 mai, marquant une diminution de 12% par rapport à la semaine précédente, a annoncé le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Les données, publiées le 17 mai dans le dernier rapport du ministère sur la situation du paludisme en Namibie, ont souligné une transmission continue dans plusieurs districts des régions du Nord et du Nord-Est du pays, qui représentaient 71% des nouveaux cas signalés au cours de la semaine. Selon le rapport, depuis le début de l'épidémie en décembre 2024, la Namibie a signalé 76 195 cas confirmés de paludisme et 132 décès. En réponse, a ajouté le ministère, les autorités maintiennent des activités de contrôle des vecteurs de la maladie, telles que le traitement des sites de reproduction des moustiques, tout en renforçant les efforts de communication sur les risques grâce à la radio locale et à la sensibilisation communautaire.

Cependant, le ministère a noté dans le même temps que la réponse au paludisme continue de faire face à des défis, notamment des transports insuffisants, une pénurie de personnel médical et des rapports de données transmis en retard dans certains districts.

Parallèlement, des efforts sont en cours pour se procurer davantage de moustiquaires traitées à l'insecticide et de produits pharmaceutiques, ainsi que pour déployer des commis à la saisie des données et du personnel de santé supplémentaires, a indiqué le ministère.





LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

FOOTBALL

La CAF signe un accord avec l'UE

La Confédération africaine de football (CAF) et la Commission européenne (CE) ont conclu, le 19 mai, un partenariat dans l'organisation des prochaines compétitions continentales, entre autres, la Coupe d'Afrique des Nations 2025 et 2027, la Coupe d'Afrique des Nations Féminine 2024 et le Championnat africain de football scolaire de la CAF.

L'accord a été signé au Caire, en Égypte, par le président de la CAF, le Dr Patrice Motsepe, et le commissaire européen chargé des partenariats internationaux, M. Jozef Síkela. Selon l'instance faîtière du football africain, l'objectif principal de cette coopération est de créer de nouvelles opportunités, de nouveaux emplois, un système de santé de qualité, des services publics améliorés. Par conséquent, un élément clé de cet accord est le soutien au Championnat africain de football scolaire de la CAF, qui touchera jusqu'à 33 000 écoles à travers l'Afrique. Grâce à ce partenariat, la CAF et la Commission européenne collaboreront étroitement pour aligner leurs initiatives de développement, ancrées dans leurs valeurs communes d'inclusion, de

fair-play et d'opportunité à travers le continent.

« La CAF se réjouit de l'accord signé avec la Commission européenne. Ce partenariat est également une reconnaissance des progrès significatifs réalisés au sein de la CAF et du respect qui découle des politiques de gouvernance, d'éthique et de transparence que nous avons mises en place, ainsi que de notre tolérance zéro à l'égard de la corruption. Notre partenariat reflète l'engagement mutuel de la CAF et de la Commission européenne en faveur du développement et de la promotion du football scolaire et des jeunes en Afrique, ainsi que de l'expansion des relations culturelles, commerciales et d'investissement entre nos deux conti-



Patrice Motsepe et Jozef Síkela/DR

nants », a déclaré le président de la CAF, Patrice Motsepe. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a, pour sa part, souligné les liens forts exist-

tant entre l'Afrique et l'Europe à travers le programme « Global Gateway » qui, avec plus de 150 milliards d'euros, finance des projets dans le secteur privé pour accélérer

la transition numérique, énergétique et écologique dans les pays émergents et en développement. « Notre stratégie Global Gateway vise à transformer le potentiel en opportunité. En nous associant à la CAF, nous rendons le partenariat de l'Europe avec l'Afrique plus visible, plus tangible et plus pertinent en particulier pour les jeunes. Il ne s'agit pas seulement de sport. Il s'agit de maintenir les enfants à l'école, de leur offrir des modèles et de créer les conditions nécessaires pour exploiter leur potentiel - sur le terrain comme en dehors », a commenté le Commissaire européen aux partenariats internationaux, Jozef Síkela, lors de la signature.

Jean Pascal Mongo-Slyhm
(Stagiaire)

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 1, 34e et dernière journée

Marseille achève sa saison par un beau succès face à Rennes (4-2). Daryll Barkola n'était pas dans le groupe phocéien, alors que Brice Samba a cédé sa place à Steeve Mandanda à la 90e+4. Ce dernier a reçu un vibrant hommage du Vélodrome. Deuxièmes, les Marseillais joueront la Ligue des champions la saison prochaine.

Longtemps dans la course aux places européennes, Strasbourg reste à la porte après son revers face au Havre (2-3). Dilane Bakwa était bien titulaire dans le couloir droit alsacien et a été averti à la 73e.

Dans le camp d'en face, Junior Mwangi, prêté au HAC par le RCS, n'était pas sur la feuille de match.

Septième, Strasbourg devra désormais espérer une victoire du PSG en Coupe de France pour récupérer la place de Ligue Europa Conférence que Lyon laisserait pour disputer la Ligue Europa.

Les Havrais, eux, se sauvent in extremis avec une panenka de Touré à la 90e.

Malgré l'ouverture du score de Sinayoko à la 30e, l'AJ Auxerre s'incline finalement au Parc des Princes (1-3). Titulaire face au PSG, Han-Noah Massengo a livré un match intéressant jusqu'à sa sortie à la 85e.

L'AJA est 11e avec 42 points.

Montpellier boit le calice jusqu'à la lie avec un ultime revers à Nantes (0-3). Yaël Mouanga a été remplacé à la pause, alors que Rabby Nzingoula était suspendu. Les Héraultais sont 18e avec 16 minuscules points.

Pays-Bas, 34e et dernière journée, 1re division



Han-Noah Massengo et l'AJA ont fait douté le PSG avant de céder face à la vista du Géorgien Kvaratskhelia, auteur d'un doublé (PSG.fr)

Le NEC arrache la 8e place en s'imposant 2-1 chez l'Heracles. L'équipe de Brayann Pereira, remplacé à la 81e minute, disputera ainsi les demi-finales des barrages pour la Ligue Europa Conférence, à Twente, le 22 mai.

Portugal, 34e et dernière journée, 1re division

Gil Vicente termine par un match nul à Rio Ave (1-1), sans Jordi Mboula, non convoqué. L'équipe de Barcelos, au Nord de Porto, termine à la 13e place.

Portugal, 34e et dernière journée, 2e division

Mafra, déjà condamné à la relégation, finit sa saison par un succès 2-0 face à Torreense, sans Bryan Passi, absent depuis quatre matches.

Serbie, 6e journée des play-offs, 1re di-

vision

Prestige Mboungou marque le but le plus facile de sa carrière lors de la victoire du TSC Topola Backa face à l'OFK Belgrade (3-2). Alors que son équipe était menée 0-2, il reçoit dans les pieds, juste devant la ligne, une frappe de Stanic repoussée par le poteau (1-2, 41e min). Facile, mais utile, puisqu'il relance son équipe, désormais 6e à trois points du podium.

Son 11e but de la saison en championnat (également deux en coupe d'Europe).

Suisse, 32e et avant-dernière journée, 1re division

Le Servette va l'emporter à Lucerne (4-3). Avec Bradley Mazikou titulaire à son poste de latéral gauche.

Lausanne concède le nul 1-1 face à Lugano.

Morgan Poaty, qui a joué toute la rencontre, a été sanctionné d'un penalty pour une main dans la surface (43e). Également titulaire, Kévin Mouanga a été remplacé à la 39e, sur blessure. Au classement, le Servette reste deuxième et jouera la Ligue des champions en cas de victoire sur Lausanne lors de l'ultime journée.

Les Vaudois, eux, jouent pour une qualification en Ligue Europa Conférence.

Suisse, 35e et avant-dernière journée, 2e division

Déjà sacrés, Christopher Ibayi, sorti à la 61e, et Thoue s'inclinent à Bellinzona (1-3).

Turquie, 36e journée, 1re division

Alanyaspor concède le nul face au Besiktas (1-1). Remplaçant, Gaius Makouta est entré à la 77e.

L'équipe de l'international congolais est 15e et premier non-relégable avec 3 points d'avance sur Bodrum, le 16e.

Dans le duel des relégués, Hatayspor corrige l'Adana Demirspor 5-0. Chandrel Massanga a joué toute la rencontre, alors que Breyton Fougeu est entré à la 46e.

Ukraine, 29e journée, 1re division

Beni Makouana est resté sur le banc lors du match nul du LNZ Cherkasy face au Vorskla Poltava (0-0).

Ukraine, 18e et dernière journée, 3e division

La réserve de Polissya s'incline chez celle de Ternopil (1-2). Borel Tomandzoto était titulaire tandis que Jerry Yoka est entré à la 81e. Polissya se classe finalement à la 5e place, à quatre longueurs des play-offs.

Camille Delourme

FORMATION

Les jeunes start-uppeurs de l'incubateur TotalEnergies éduqués sur le choix du régime social de leur entreprise

Un atelier de formation et d'information a été organisé le 15 mai à Total Energies Center dans la ville océane à l'intention de la cohorte 3 Incubateur Total Energies EP Congo sur le thème « Comment choisir mon régime ».

Animé par les experts de l'écosystème entrepreneurial public et privé congolais, cet atelier a eu pour but d'aider les jeunes projets de la 3e cohorte de TotalEnergies EP Congo à formaliser et à structurer leur startup pour devenir les grandes entreprises congolaises de demain.

En présentant l'atelier 360, Rock Ghislain Itsiémié, conseiller aux relations externes TotalEnergies EP Congo a dit que cet atelier initié par l'incubateur TotalEnergies Startup Center et qui offre un accompagnement personnalisé aux porteurs de projets congolais contribue ainsi à la diversification et au développement de l'économie congolaise en favorisant l'insertion des jeunes dans la vie active.

Pour Alexandre Sita, directeur départemental des Petites et moyennes

entreprises (PME) de Pointe-Noire et du Kouilou, l'initiative à l'entrepreneuriat constitue pour les pouvoirs publics et les structures privées un enjeu majeur pour le développement économique du pays « Il s'agit au cours de cet atelier de mettre à la disposition des jeunes entrepreneurs des outils nécessaires pour explorer l'univers entrepreneurial » à l'ouverture de l'atelier Parcours 360.

Ainsi, les différents cadres et personnes ressources appelés à animer l'activité ont exposé sur les panels : Choix du Régime Parcours Formalisation Programme d'aide ; Conformité fiscale Appui aux jeunes entrepreneurs ; Conformité administrative Financement ; Maintien de l'activité, Développement après formalisation.

Les échanges et débats interactifs ont



permis aux jeunes start-uppeurs d'appréhender les arcanes du monde de l'entreprise en s'informant notamment sur la procédure et la structuration de leur entreprise afin de choisir leur régime pouvant leur permettre à terme

en tant qu'incubés de disposer d'une immatriculation simplifiée et une régularité de leur entreprise vis-à-vis des droits et taxes légaux à payer. En effet, le manque d'information sur le parcours de formalisation d'une entreprise est un véritable frein à l'éclosion d'entreprises formelles en République du Congo. De nombreux startups peinent à évoluer suite aux conséquences issues de la non-conformité des procédures légales de structuration d'une entreprise.

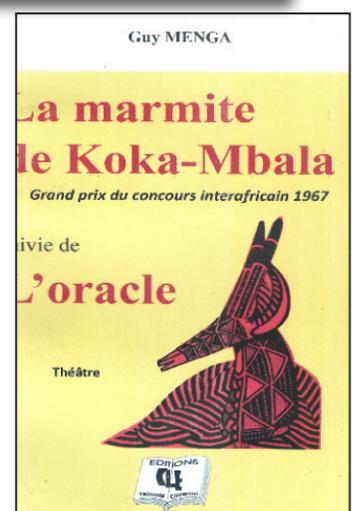
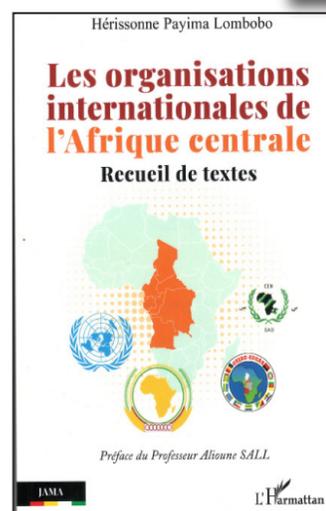
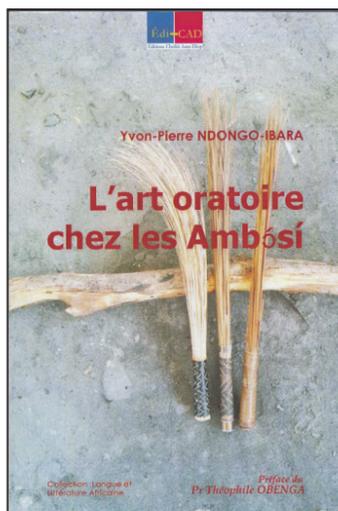
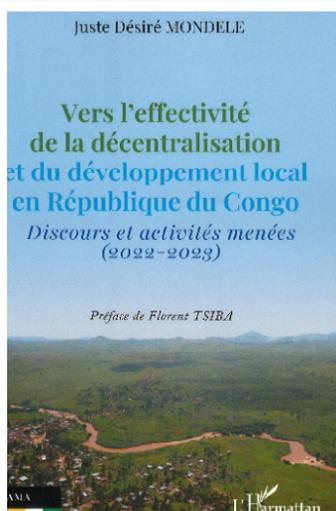
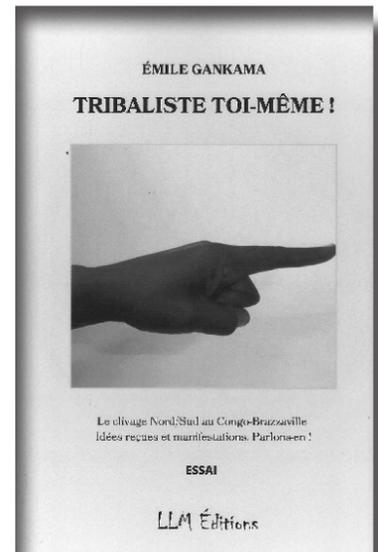
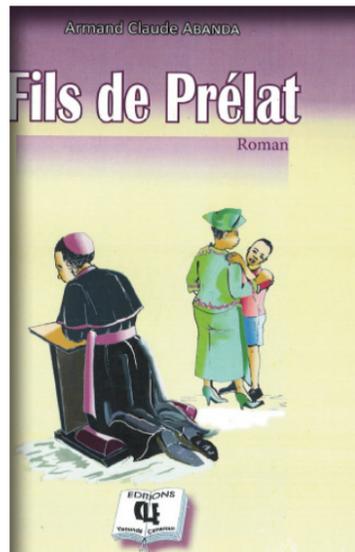
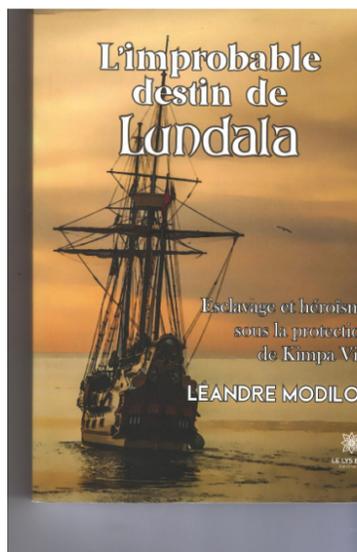
Au cours de l'atelier, les jeunes startups ont fait des témoignages sur leur jeune expérience comme entrepreneurs. Les écueils, les difficultés, les tracasseries diverses subies venant parfois de certaines administrations ont été épinglées par eux. La connaissance des lois et des textes réglemen-

taires régissant le monde de l'entreprise au Congo, le respect des procédures légales sans oublier la formation et l'information constituent les clés essentielles pouvant conduire les jeunes start-uppeurs à mener à bien leur entreprise ont dit les orateurs qui ont également exhorté les jeunes à se rapprocher en cas de besoin des structures et administrations compétentes (PME, impôts, Banque, FIGA...) en cas de difficultés dans leur parcours afin d'obtenir les informations utiles et nécessaires pour la bonne conduite de leur activité.

A la fin de l'atelier, les participants ont souhaité que pareilles initiatives soient multipliées. Ceci, est sans conteste le gage de l'éclosion d'un tissu entrepreneurial dynamique, ambitieux résilient au Congo.



EN VENTE



PRÉSIDENTE DE LA CONFESJES

Hugues Ngouélondélé passe le témoin à son homologue marocain

Le ministre des Sports et de la Jeunesse, qui était président en exercice de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (Confesjes), a remis, le 16 mai, à Rabat le tablier au ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication du royaume du Maroc, Mohamed Mehdi Bensaid.

La cérémonie de passation entre Hugues Ngouélondélé et Mohamed Mehdi Bensaid s'est tenue au terme de la 40e conférence des ministres de la Confesjes. C'est dans un climat empreint de convivialité que les participants à la 40e conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie se sont accordés sur la forme et le fond des dossiers qui étaient soumis à leurs appréciations.

Les ministres, les experts, les délégués et les invités de chaque Etat et gouvernements membres ont travaillé d'ardeur pour arriver aux propositions souhaitées pour le grand bonheur de cette institution, qui existe depuis 1969. Cette session ministérielle aura permis à examiner et à renforcer les politiques publiques en faveur de la jeunesse, du sport et des loisirs dans



Les deux ministres échangent des présents/DR

l'écosystème francophone. Le ministre Hugues Ngouélondélé a relevé les efforts fournis par la Confesjes au profit de la jeunesse pour son épanouissement par l'entrepreneuriat, l'innovation et le sport inclu-

sif. « Nos jeunes aspirent à un avenir stable. C'est à nous de leur offrir des opportunités nécessaires pour leur plein épanouissement. Nous avons l'impérieux devoir d'y répondre avec une

triple ambition : ambition pour le développement du sport comme vecteur de cohésion sociale et de paix ; ambition pour l'autonomisation des jeunes ; ambition pour une francophonie solidaire, agile,

tournée vers l'avenir », a-t-il déclaré avant de passer le témoin.

Pour cette nouvelle mandature, trois actions prioritaires sont à enclencher. Il est prévu le déploiement d'infrastructures sportives scolaires, la mise en place de la double carrière sport-études et enfin la mise en œuvre du programme de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. Les participants ont, en effet, loué le dynamisme et les prouesses réalisées par Hugues Ngouélondélé durant ses deux ans de gouvernance. Ils ont ainsi reconnu ses efforts au profit de la jeunesse francophone. Quelques jeunes lauréats de la deuxième édition du concours de poésie et de déclamation ont été récompensés à leur juste valeur. Le prochain rendez-vous est pris en 2027 pour l'organisation en Côte d'Ivoire.

Rude Ngoma

TOURNOI DES TOURS JUMELLES

La deuxième édition met l'accent sur les tennismans congolais

La deuxième édition du tournoi d'exhibition de tennis des Tours jumelles de Mpila a été lancée, le 19 mai, sur les cours de tennis de l'hôtel Hilton à Brazzaville. Plusieurs athlètes congolais participent à ce tournoi simple messieurs qui prendra fin le vendredi 23 du même mois.

Les adeptes du tennis et les novices ont pris d'assaut les cours de tennis des Tours jumelles situées au bord du fleuve Congo afin de livrer et d'assister aux deux rencontres qui ont été prévues pour la première journée. La

compétition qui vise à mettre en exergue la splendeur des deux Tours jumelles ainsi que le talent des tennismen locaux est organisée par Real Estate Management. Selon le directeur commercial de cette structure, Maxime, « L'ob-

jectif de ce tournoi est multiple. Il permet aux joueurs de tennis des deux rives d'évaluer leur niveau en jouant les uns contre les autres et obtenir, quel que soit son résultat, une fraction du Prizé Money. Grâce

à ce tournoi, nous tentons de rendre le tennis accessible à tous et nous en profitons pour valoriser le joyau architectural des Tours jumelles », a-t-il indiqué.

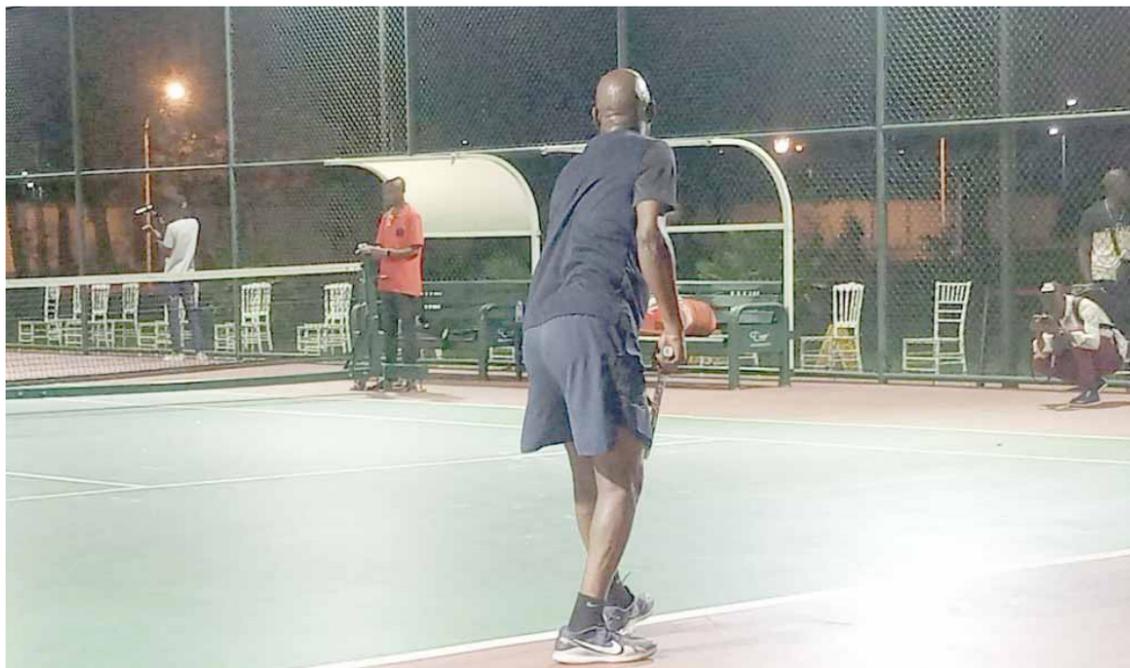
Le premier match a opposé, en deux sets gagnants, un ancien Diable rouge à un athlète de haut niveau. Loubila Alfred de nationalité congolaise a battu son compatriote et ancien international Tsiba Fulgence en match d'ouverture 6-1, 6-2. Ce match qui a opposé deux anciens rivaux a tourné à l'avantage du plus jeune d'entre eux. Le second match qui a mis aux prises Check Ekoume de la République du Congo à Arnold Ikondo de la République démocratique du Congo s'est soldé en faveur du favori, Arnold Ikondo 6-2, 6-1.

Les participants et athlètes ont à l'unanimité apprécié la bonne qualité de l'organisation et le dynamisme de l'équipe managériale. « Je suis très content de participer à ce tournoi puisqu'il nous permet de nous

confronter à d'autres athlètes. C'est stimulant. Contrairement à d'autres tournoi qui se déroulent au Congo, ici chaque participant perçoit une rétribution. Je remercie d'ailleurs les organisateurs pour ce mode de répartition solidaire », s'est réjoui Loubila Alfred.

Pour Junior Moussila, chargé de mission chez Real Estate Management, ces initiatives propulsent les talents locaux et visent à valoriser les deux Tours jumelles. Pour lui, cette compétition permet aussi de démocratiser la pratique du tennis. Il sied de noter que plusieurs prix seront octroyés aux vainqueurs, notamment la somme de 3000 dollars soit plus de 1750 000 FCFA telle est la gratification que recevra le lauréat de ce tournoi. Real Estate Management est la structure qui commercialise et gère la tour du centre d'affaires et une partie des logements du quartier Mpila dont la commercialisation débute le 1er juin 2025.

R.Ng.



La séquence du match d'ouverture/Adiac

SÉCURITÉ

La Russie accueille la 13^e édition du forum international

Moscou, la capitale de la Russie, accueille, du 27 au 29 mai, le forum international sur la sécurité, a annoncé le service de presse du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie.

« La 13^e réunion des hauts représentants chargés des questions de sécurité se penchera sur l'établissement d'une nouvelle architecture de sécurité internationale », a expliqué le service de presse du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie. Plus de 150 États du Sud et de l'Est, les pays membres de la CEI, de l'OTSC, de l'Union économique eurasiatique, de l'Organisation de coopération de Shanghai, ainsi que les responsables de plus d'une vingtaine d'organisations internationales ont été invités. Des délégations des pays membres des Brics, de l'Asean, de

l'Union africaine, de la Ligue arabe, de l'Organisation de coopération de Shanghai, de la CEI, de l'OTSC et d'autres organisations internationales prendront également part à cette rencontre. Plusieurs thèmes relatifs à la coopération internationale en matière de sécurité sont programmés. « La mise en place d'une nouvelle architecture de sécurité, plus juste et conforme aux réalités actuelles, une architecture de sécurité égale et indivisible, sera notamment examinée », précise un communiqué. « Les changements tectoniques dans le domaine de la politique

étrangère et des relations économiques internationales entraînent à la fois des défis et des opportunités pour les pays du Sud et de l'Est. Les défis et les menaces actuels à la sécurité sont d'envergure mondiale et transfrontalière. Y faire face seul ou à l'échelon bilatéral n'est possible pour aucun État moderne », a déclaré le secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Sergueï Choïgou.

La lutte contre la fraude sur internet et la sécurisation des infrastructures d'information critiques face aux attaques terroristes et au sabotage

technologique seront également au cœur des discussions.

Les défis et les menaces dans l'espace informationnel, ainsi que les moyens de les surmonter seront abordés par les conseillers à la sécurité nationale et les représentants des services spéciaux, de plus d'une centaine de pays dans le cadre d'une « table ronde » à laquelle participeront des experts. Cela permettra d'aborder les problématiques les plus pertinentes en matière de sécurité de l'information dans une atmosphère de coopération internationale étroite et de confiance.

Yvette Reine Nzaba

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le Congolais Luc Missidimbazi en lice pour présider l'UAT

Lors d'une conférence de presse organisée le 16 mai à Brazzaville en marge de la neuvième édition du Salon international des technologies et de l'innovation d'Afrique centrale (Osiane), l'ingénieur congolais des télécommunications, Luc Missidimbazi, a officiellement annoncé sa candidature au poste de secrétaire général de l'Union africaine des télécommunications (UAT).

La candidature de Luc Missidimbazi s'inscrit dans la continuité de son engagement de dix années en faveur de l'innovation technologique africaine. Elle représente un tournant majeur pour l'Afrique centrale et plus particulièrement pour la République du Congo et la République démocratique du Congo (RDC).

« J'annonce officiellement que je serai candidat au poste de secrétaire général de l'Union africaine des télécommunications pour que cette dynamique que nous avons créée en Afrique centrale soit portée au niveau de l'Afrique », a déclaré Luc Missidimbazi devant un parterre de journalistes et d'acteurs du secteur technologique.

L'objectif de cette candidature dépasse la simple ambition personnelle. Il s'agit, selon le candidat, de « fédérer tous les acteurs des écosystèmes » et de « donner à l'Afrique centrale et en particulier à la RDC le siège qui lui revient ». Une déclaration qui sous-entend la volonté de relocaliser le siège de l'UAT, actuellement basé à Nairobi, au Kenya, vers l'Afrique centrale. « Nous voulons propulser l'Afrique au sommet du monde. Nous voulons sortir de nos administrations pour donner une chance à nos jeunes, à nos entreprises de pouvoir compétiter, aller au-delà de notre continent », a précisé le candidat, mettant l'accent sur l'agilité nécessaire dans le secteur de l'innovation technologique.

L'approche pourrait considérablement bénéficier aux pays d'Afrique centrale en leur offrant un accès privilégié aux



Luc Missidimbazi (au centre) pendant la conférence de presse lors du salon Osiane 2025/Adiac

programmes et initiatives de l'UAT, organisation qui compte actuellement quarante-six États membres et dix membres associés.

Promoteur du salon Osiane depuis 2017, Luc Missidimbazi, dispose d'un parcours remarquable alliant secteur public et privé, expérience européenne et africaine. Actuellement conseiller aux postes, télécommunications et numérique auprès du Premier ministre de la République du Congo depuis 2018, il préside également le Fonds pour l'accès et le service universel des communications électroniques (FASUCE).

Son expertise s'est illustrée notamment à travers l'organisation de neuf éditions successives du salon Osiane qui a réuni cette année des milliers de participants venus notamment du Congo, de la RDC, du Gabon, du Cameroun et de la République centrafricaine.

L'UAT : un levier stratégique pour l'Afrique

Créée en 1977 en tant qu'institution spécialisée de l'Organisation de l'Unité africaine (aujourd'hui Union africaine), l'UAT s'est transformée en 1999 pour devenir un partenariat entre acteurs publics et privés du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Sa mission consiste à promouvoir le développement rapide des télécommunications en Afrique pour atteindre l'accès universel et la connectivité totale entre pays.

L'organisation, qui vise à faire de l'Afrique « une participante entière et active dans la société globale de l'information et de la connaissance », constitue un levier essentiel pour l'intégration des marchés régionaux et l'attraction d'investissements dans les infrastructures TIC.

La candidature de Luc Missidimbazi revêt une importance particulière pour l'Afrique centrale, région souvent sous-représentée dans les instances décisionnelles continentales. « Ce n'est pas une adhésion à l'institution simplement, mais c'est surtout trans-

former l'Afrique et que l'Afrique joue un rôle dans ce développement technologique », a souligné le candidat.

Un appel urgent à la mobilisation régionale

Conscient de l'ampleur du défi, Luc Missidimbazi a lancé un appel pressant aux pays de la région. « Je lance un appel pour que tous les partenaires, les amis du Congo, tous ceux et celles qui vont adhérer à cette approche nous soutiennent. Nous allons avoir une année de campagne et j'espère compter sur vous aussi la presse pour relayer le message », a-t-il déclaré.

La candidature de Luc Missidimbazi représente une opportunité historique pour le Congo et la RDC de jouer un rôle de premier plan dans la gouvernance des télécommunications africaines. Le soutien de ces deux pays, ainsi que de leurs partenaires régionaux, s'avère décisif pour le succès de cette campagne qui s'étendra sur une année complète.

L'élection du prochain secrétaire général de l'UAT, prévue pour

juin 2026, pourrait marquer un tournant dans la gouvernance technologique du continent. L'initiative de l'ingénieur congolais s'inscrit précisément dans cette perspective de transformation institutionnelle, visant à adapter l'UAT aux défis contemporains de la révolution numérique.

« Ma candidature à ce poste, c'est pour pouvoir fédérer tous les acteurs des écosystèmes, donner à l'Afrique centrale et en particulier la RDC toutes les possibilités d'abriter le siège de l'Union africaine des télécommunications. C'est donner à la jeunesse une autre dynamique, celle de ne pas rester enfermée dans les institutions, car l'informatique, l'innovation technologique font appel à l'agilité », a-t-il conclu.

L'Afrique centrale dispose désormais d'une année pour mobiliser ses ressources et son influence diplomatique afin de porter cette candidature vers le succès, ouvrant potentiellement une nouvelle page dans l'histoire des télécommunications africaines.

Quentin Loubou